



## Quelle issue à la crise ?

Les 6, 7 et 8 juillet 2012 s'est tenue à Marseille la III<sup>ème</sup> rencontre nationale de communistes à l'initiative du réseau faire vivre et renforcer le PCF, du RCC, des Rouges Vifs 13 et 33, d'ACC11, d'Action communiste 76, du collectif Poley, de communistes de Bretagne, de Languedoc Roussillon, de Corse, d'Ile de France....

A l'issue de cette rencontre il a été décidé d'intensifier les échanges et la coordination des groupes existants. Un certain nombre de déclarations y ont été adoptées, celle-ci en fait partie.

La crise dont les gouvernements et les médias nous rebattent les oreilles n'est ni fatale, ni sans issue ; et surtout elle peut et doit être vaincue en dehors des pseudos solutions vantées par les gouvernements. Si on les écoute, face à la fuite en avant qu'ils veulent imposer, toute proposition alternative serait une catastrophe. C'est par la peur qu'ils veulent faire taire le débat et ce procédé n'est pas nouveau. Pourtant si on veut vraiment sortir de la crise il faut mettre en œuvre les actions suivantes :

### Concernant la dette :

Quand on sait que depuis que la dette de la France a été créée de toutes pièces par la loi<sup>1</sup> les intérêts du capital emprunté représentent la totalité du montant de cette dette, donc **il ne peut y avoir de « dette légitime »**. La dette est illégitime la France, à l'instar de ce qu'ont fait des pays comme l'Argentine ou l'Islande, doit refuser de payer et l'annuler. De plus quand les médias parlent à longueur d'antenne de la dette dite « publique » ils omettent de parler de la dette des grandes entreprises qui est plus de 4 fois celle de l'état (7000 milliards !).

### Concernant l'Euro :

Comment un pays peut-il choisir librement son avenir s'il ne maîtrise ni sa monnaie, ni son système bancaire ? La nation française doit retrouver sa souveraineté sur ses choix et cela passe par la maîtrise de ses finances, de ses douanes, et l'appropriation collectives des banques et des grandes sociétés industrielles.

### Concernant L'Union Européenne :

Notre choix s'oppose à cette union supranationale au service du capitalisme qui impose sa dictature aux peuples de ce continent mais aussi à nombre de peuples d'Afrique qu'elle met au pas par la guerre et le soutien aux dictateurs à ses ordres. Nous sommes pour des alliances internationales qui respectent la souveraineté des peuples et soient à leur service. Cela impose de sortir du cadre de cette alliance qui est une nouvelle construction impérialiste et donc une menace permanente pour la paix.

### Concernant l'OTAN :

Bien sûr, et cela découle de ce qui précède, nous sommes pour la sortie de cette alliance militaire qui veut partout imposer son ordre et notamment aux peuples d'Afrique et d'Orient qu'elle met au pas par la guerre, pour leur imposer des dirigeants à sa botte. Comme le dit Fidel Castro, au-delà de la sortie de crise, c'est la question de la survie de l'humanité qui est en question, avec ces questions internationales.

**Pour dire NON ensemble à la mise en opposition des peuples, pour agir ensemble pour un internationalisme de progrès, ensemble, avec les communistes de France, mobilisons-nous sur ces 4 points.**

<sup>1</sup> Loi Pompidou de 1973 qui interdit aux états d'emprunter à leur banque centrale et les oblige à emprunter aux banques privées.

# Assises du communisme : c'est parti !

vendredi, 21 septembre 2012 / Charles Hoareau



Le stand de la fête de l'Huma placé sous le signe des assises, a été de l'avis de toutes celles tous ceux qui ont eu la chance d'y participer, a été une grande réussite. Réussite par le nombre des participants, par la qualité des débats, par l'ambiance enthousiaste qui régnait.

Aux 3 débats qui se sont succédé l'assistance nombreuse et attentive débordait largement sur l'avenue.

► **Celui organisé par la Poleyx**, a porté sur la situation en Syrie, en Afrique et le rôle des puissances occidentales dans les conflits en cours. Il a permis de souligner l'enjeu de refuser le retour aux guerres coloniales que les pays impérialistes, dont la France, veulent imposer. Un syrien, présent dans l'assistance, souligna avec force et de multiples exemples le rôle des médias pour pousser à l'intervention internationale et empêcher les syriens de décider par eux-mêmes de leur avenir. Le débat s'est conclu par le vote, à l'unanimité des présents, d'une **lettre ouverte à Fabius**, pour dire non à la guerre, aux livraisons d'armes et ces opérations de déstabilisation qui transforment le monde en poudrière.

► **Celui sur les luttes et le rôle des politiques** a tenu lui aussi l'essentiel de ses promesses. A Olivier et Taëb de Continental Nutrition parlant de leur emploi comme un emploi d'utilité publique, un membre de l'assistance donnera son accord en donnant un exemple éclairant, celui de la multinationale taïwanaise Foxcom. Ce groupe, voulait fermer son usine au Brésil. Dilma Russef, la présidente brésilienne a alors convoqué le PDG et lui a tenu en substance le propos suivant : « *Je ne peux pas vous empêcher de partir du Brésil mais si vous le faites plus aucun de vos produits ne rentrera ici.* ». Le propos a été efficace : non seulement le groupe n'a pas fermé l'usine brésilienne, mais il en a ouvert une deuxième. Quand le politique veut il peut. On est là devant un protectionnisme au service du peuple.

Répondant à une question, Gérard de Fralib détaillera comment toute l'action syndicale a une portée politique ce que démentiront pas les Véninov présents. Ce sont bien les questions de l'appropriation des usines par les ouvriers, de la nécessité de sortir des règles imposées par l'UE au nom de la concurrence libre et non faussée qui ont été au cœur de ce débat. Avec les exemples d'engagements de campagne du candidat Montebourg et non tenus pour l'instant par le ministre (réquisition de la marque...) Olivier de Fralib résumait l'esprit des syndicalistes participant au débat : les politiques peuvent faire et s'ils ne font pas, nos luttes les contraindront.

► **Le dernier débat portait sur les Assises**. Il était bien dans le prolongement des rencontres de Marseille. Dans la filiation du texte initial de 2008 (4 ans déjà !) a été réaffirmée la volonté de rassemblement des communistes, d'approfondissement de ce que peut être le communisme du 21ème siècle et la nécessité de faire connaître notre point de vue afin de peser dans le débat politique national.

A l'issue de ce dernier débat, et ce n'est pas la moindre des annonces, la date des assises a été fixée : elles auront lieu, les **28, 29, 30 juin 2013**. C'est donc parti !